



LA CRISE NICKEL NE DOIT PAS ÊTRE UNE SOURCE D'INSTRUMENTALISATION

La Fédé se désolidarise de la décision prise la semaine dernière par le CDS qui consistait d'un avis unanime à solliciter le gouvernement ainsi que l'ensemble des collectivités et acteurs du pays, sur l'urgence de mettre certaines réformes en attente face à la situation du pays et rechercher collectivement des moyens divers et variés pour anticiper la situation avenir.

La position du CDS était fondée jusqu'à ce que le patronat par le biais d'Agissons Solidaires et la présidente du Medef, par sa déclaration, ne se trahissent en se servant des travaux du CDS comme ultimatum à un désordre économique, s'il n'était entendu avec la suppression de toutes les réformes... Cette tentative d'instrumentalisation du CDS et des partenaires sociaux est fidèle à leur doctrine mais surtout insupportable pour notre organisation syndicale. Que dire de la couleuvre qu'on tente de nous faire avaler quand cette position patronale s'aligne parfaitement à une proposition récente d'élus politiques loyalistes, qui, rappelons-le ont malgré tout eu les commandes du pays pendant près de 30 ans.

Réticente dans un premier temps, car le sort des usines est encore incertain. Ensuite, qu'il est prématuré de suspendre certaines réformes en cours qui sont pour la plupart prévues pour rétablir un peu de justice, en faisant payer plus, ceux qui peuvent et épargner les autres. Ceux qui montent au créneau sont les représentants des détenteurs de "rentes fiscales et sociales" (c'est comme cela que Macron a décrit notre système lors de sa visite à Nouméa, sur la place de la paix).

Ceux qui depuis des mois, s'opposent à toutes les réformes, par tous les moyens selon leurs propres aveux, ont trouvé dans la crise du Nickel l'aubaine pour arriver à leur fin. Il faut rappeler que tous les travailleurs indépendants ne sont pas en difficulté. Il est évident que ceux d'entre eux seront impactés par la crise, devront être bénéficiaires de toute l'assistance nécessaire tant pour la sauvegarde de l'entreprise que pour celle des salariés. Nous nous attèlerons donc à trouver et mettre en place tous les leviers possibles et imaginables pour les préserver.



Il faut rappeler aussi que la réforme du RUAMM prévoit une mesure de justice qui est l'instauration d'un taux unique de cotisation qui s'accompagne d'une baisse du taux de cotisation qui va profiter à une grande partie des salariés en terme de pouvoir d'achat , et d'entreprises pour leur contribution patronale qui va baisser de 1%. Reporter cette réforme après 10 ans de procrastination serait dramatique pour les finances publiques , notre système de santé , la Cafat , la CLR et donc les fondamentaux de notre économie . Il faut appeler le gouvernement à faire preuve de courage devant l'adversité et à ne pas céder aux sirènes de ceux qui n'ont qu'une seule boussole : maintenir le pays dans une dépendance qui garantit la préservation de leurs intérêts particuliers.

Une fois de plus, le naturel revient au galop quand les organisations patronales et Agissons Solidaires tentent d'étendre la crise nickel à tous les secteurs d'activité alors que certains d'eux restent florissant...

La Fédé s'inscrira dans la recherche de moyen tendant à passer cette période difficile pour notre pays, pour certaines entreprises de NC, mais surtout pour les salariés et leurs familles. Cette recherche de solution ne passera certainement pas par des manipulations, par des mensonges ou des effets d'aubaine.

Oui nous devons travailler sur le chômage partiel reconnu, sur la facilitation des différentes démarches administratives, avec l'IEOM et les banques afin de permettre un rééchelonnement des prêts salariés ou employeurs, le reclassement potentiel du personnel avec des plans sociaux adaptés, faciliter l'accès aux formations et/ou l'accès à certains emplois des secteurs plus disponibles ou voir même l'ouverture à l'emploi dans les pays environnants.

Mais la Fédé refuse l'instrumentalisation et la prise en otage de notre pays sous prétexte d'une crise sociale et économique. Nous dénonçons cette volonté d'effet d'aubaine orchestrées par ces plus hauts acteurs de la chaîne économique.

POUR LE BUREAU DE LA FÉDÉ

Le **SECRETAIRE GENERAL**



S. TERIITEHAU

Copie : ***Président du Gouvernement de la NC***
Présidents et Présidentes des provinces Nord, Sud et Iles
Monsieur le Haut-Commissaire de la République
Membres du CDS
Toute Presse

